

ANALYSE DU 1^{er} Février 2010

TOGO : LE DIALOGUE INCLUSIF : UN PIEGE POUR LE PEUPLE TOGOLAIS ?

1. DU DIALOGUE INCLUSIF AU CONTRAT EXCLUSIF AVEC LE PEUPLE

Dans ses vœux de « bonne année » à la nation togolaise, Faure Gnassingbé s'est contenté d'appeler au « dialogue inclusif » entre les acteurs politiques, au lieu de proposer concrètement un plan de sortie de crise pour le Togo. Le collectif pour la Vérité des Urnes a pourtant proposé une feuille de route pour une sortie de crise - qui associe la Diaspora togolaise - que le Gouvernement RPT/AGO refuse de recenser. Il n'est donc pas étonnant que les limites d'un Dialogue inclusif, initié unilatéralement par ceux-là même qui n'ont donné aucun signe de crédibilité depuis 43 ans, soient vite apparues. Faure Gnassingbé et son alliance RPT/AGO ont donc un vrai problème de crédibilité. Tous ceux qui souhaitent s'y rallier risquent de rencontrer la même perte de crédibilité vis-à-vis d'une population togolaise de plus en plus avertie face à ceux qui s'éloignent de l'éthique et de la sincérité.

Parmi les formations ayant un poids réel sur l'échiquier politique du Togo, certains dirigeants donnent l'impression de s'engouffrer dans la brèche (AGO, CAR, OBUTS, CDPA) alors que d'autres (ANC, ADDI, SURSAUT-Togo, PSR, etc.) ont commencé à poser des préalables. Certains membres de cette opposition togolaise, incapable de s'unir, n'arrivent toujours pas à s'accorder sur une candidature commune et continuent, par médias interposés, à s'invectiver sans comprendre que la stratégie du « diviser pour régner » est en train de les fragmenter, sous le prétexte de savoir qui « mérite » ou pas de participer à un dialogue inclusif, dont les termes de référence n'ont toujours pas été soumis à la population togolaise. Paradoxalement, alors que certains croient encore aux vertus de la proposition d'un énième (13^e semble-t-il) « dialogue » par Faure Gnassingbé, ce dernier a décidé, par la voix de son conseil de ministres, de créer un « *création technique pour tirer parti des leçons des élections passées* ».

Autrement dit, le seul sujet à l'ordre du jour d'un dialogue inclusif ne peut être que les conditions de retour de la « Vérité des Urnes » au Togo ! Plus précisément, il devrait être question de rediscuter avec tous partenaires - politiques, syndicaux, mouvements citoyens - des conditions dans lesquelles en 2005 et en 2010, le Togo s'est retrouvé avec un citoyen togolais déclaré Président sans que la vérité des urnes ait pu confirmer les résultats du suffrage universel. Les moyens utilisés par la Cour Constitutionnelle pour choisir un citoyen togolais, sous les fourches caudines du parti RPT et des militaires non-républicains ne doit pas recommencer dans tous les scrutins à venir.

Etant donné que la confirmation de la proposition du Dialogue inclusif n'est même pas officiellement annoncée, il s'agit bien d'endormir une certaine opposition qui semble opter pour la création d'une nouvelle catégorie fragmentée. Celle d'une opposition « modérée » au sein de laquelle la frontière entre la collusion et l'intégration au RPT deviennent bien difficiles à distinguer, malgré les démentis entendus ici et là. **Le vrai faux dialogue inclusif est donc un piège pour le Peuple togolais.**

Par ailleurs, la nécessaire réforme des institutions et l'indispensable retour à des élections à deux tours, n'ont pas besoin d'un dialogue mais du simple bon sens politique et de la volonté d'en décider

la mise en œuvre pour tout démocrate au pouvoir. Ce n'est donc pas d'un Dialogue inclusif dont à besoin le Togo mais d'un Contrat d'Engagement présentant la feuille de route d'un processus de sortie de crise et de retour de la vérité des urnes. C'est cela qui aurait fait l'objet d'une exclusivité, ce d'autant, que les résultats des nombreux « dialogues décidés et orchestrés par le RPT » n'ont presque jamais donné des résultats opérationnels, à l'exemple de l'accord politique global (APG) du 20 août 2006 qui n'a jamais été mis en œuvre.

Mais personne n'en parle ! Surtout pas la dite Communauté internationale, bien silencieuse sur le cas du Togo. L'armée togolaise non-républicaine continue à faire des opérations punitives dans les régions reculées au Togo où les médias n'ont pas accès. La Communauté internationale est coupable de fermer les yeux sur le rôle de cette armée non-républicaine qui soutient le pouvoir RPT/AGO en toute violation des droits humains. Peut-on parler d'un Dialogue inclusif dans ces conditions ? Non ! Le Collectif pour la Vérité des Urnes - au niveau de la Diaspora - suggère que l'exécutif togolais, qui a perdu une grande partie de sa crédibilité, offre en lieu et place d'un Dialogue inclusif, un Contrat exclusif de refondation démocratique du Togo.

2. LA DEMOCRATIE DE LA RUE : LA VOIE DU RENOUVEAU

Le vent de liberté qui souffle actuellement dans les pays arabes et plus particulièrement à partir de la Tunisie, constitue un enseignement politique majeur sur le continent : **les peuples qui luttent obtiennent des résultats concrets, si l'armée républicaine choisit de respecter le choix des populations !** Ces peuples en lutte, souvent seuls et s'auto-organisant, administrent une belle leçon de courage et démontrent aux leaders politiques, combien sont dérisoires les querelles intestines qui fragmentent la cohésion des oppositions républicaines.

Le courage du Peuple tunisien et la sagesse des militaires tunisiens n'a pas d'égal au Togo. Si une grande partie du peuple togolais doit être félicitée pour sa bravoure et sa volonté de choisir un dirigeant sur la base de la vérité des urnes, il faut reconnaître que le rôle des militaires non-républicains - souvent soutenus en sous-main par des puissances extérieures postcoloniales - a fini par remettre, après plus de 40 ans, une chape de plomb anti-démocratique qui repose uniquement sur leur capacité à empêcher l'organisation de candidature commune.

La lutte du Peuple tunisien, de ceux de l'Egypte et de la Jordanie, demain des pays au sud du Sahara, tend à donner raison à la démocratie de la rue. Les solutions de sortie de crise politique montrent que la transition ne peut se faire sans le départ des dictateurs ou leurs séides au pouvoir. Pour ce qui est du Togo, il convient de demander aux Etats-Unis, qui ont aidé la Tunisie et l'Egypte, de conseiller les militaires antirépublicains du Togo de ne pas tirer sur le Peuple lors des manifestations réclamant la vérité des urnes. Au Togo, ce sont les accords de coopération militaire entre la France et le Togo, les relations peu éthiques entre la FrancAfrique et ceux qui sont au pouvoir, qui continuent à empêcher la structuration d'une direction au mouvement d'alternance politique au Togo.

Pendant que l'Afrique bouge et qu'elle est secouée dans tous les sens par des mouvements sociaux transversaux, dont la cohérence d'ensemble devient de jour en jour plus évidente, est-il bien utile et déterminant de savoir qui est le plus apte à participer à un vrai « faux » Dialogue inclusif non officiellement organisé ! Il faut être bien aveugle pour feindre de ne pas prendre la mesure de l'ampleur du mouvement qui est en train de secouer en profondeur, de manière simultanée - mais non encore coordonnée - l'ensemble de la jeunesse africaine. Comme au demeurant la crise financière de

2008, le vent de liberté et d'autodétermination insufflé par la jeunesse africaine en Afrique du Nord, ne tardera pas à offrir un tsunami démocratique au Togo. Quand la Suisse, de sa propre initiative choisit de mettre les biens de l'ex-Président Ben Ali à la disposition du Peuple Tunisien, c'est que la solidarité entre les peuples existe. On attend de voir ce que va faire la France qui refuse de voir la colère monter au Togo, du fait d'un véritable mépris du Peuple orchestré par quelques groupes d'individus, agents de la postcolonie.

Tous ceux qui donc considèrent que le mouvement de contestation des partis composant le FRAC était une mauvaise stratégie, se sont trompés. C'est cette stratégie que le Peuple tunisien a utilisée pour faire partir le Président Ben Ali. La seule différence est que les militaires antirépublicains au Togo ont un intérêt majeur à préserver le statut quo. La démocratie de la rue doit donc s'accompagner d'un travail de conscientisation et de conversion en profondeur des militaires togolais pour que l'éthique, le nationalisme et la défense du peuple togolais, prennent le dessus sur l'impunité, la loi de la brutalité et les atteintes multiples aux libertés et aux droits humains. Le FRAC a donc bien eu raison de saluer le courage et la maturité du peuple tunisien qui continue chaque jour à porter sa révolution à bout de bras, et impose ses exigences à la classe politique tunisienne.

Sans l'audace et la clairvoyance du FRAC, on aurait pu croire un moment, que certains leaders des partis politiques togolais étaient sur une autre planète, celle où la contre-vérité des urnes fait office de Constitution et se pratique comme un sport national !

3. LE PARTICULARISME TOGOLAIS : MAL IDENTIFIER LEUR LEADERSHIP

Face à des populations revendiquant leur liberté et leur droit à l'autodétermination, la volonté des pouvoirs en place, en Afrique et ailleurs, est d'abord de conserver le pouvoir et les avantages qu'il confère, y compris les profits de la corruption. Les puissances occidentales n'y sont sensibles que selon des valeurs à géométrie variable, situées entre la défense de leurs intérêts et l'amélioration de leur positionnement géostratégique dans la région. Ne pas en prendre conscience, c'est oublier que si Barack Obama a souhaité voir la fin des principaux dictateurs dans le monde, il ne doit pas rester inactif depuis que Wikileaks pose les jalons de l'hypocrisie des chancelleries occidentales sur les dossiers de la démocratie en Afrique.

Ainsi, les reculs apparents qui font office de capacités dilatoires, ne sont donc que des tactiques circonstancielles dont le seul objet est de berner le Peuple et les leaders politiques adeptes des dialogues-compromissions. Le dialogue inclusif au Togo n'est qu'un instrument du processus destiné à institutionnaliser l'endormissement des contestations légitimes, ce qui a pour effet l'affaiblissement des résistances démocratiques de la rue.

Mais au fait, pourquoi la rue ? C'est que le Dialogue par les structures officielles est bloqué, verrouillé, dénaturé et infiltré. La communauté internationale ne s'est jamais souciée vraiment d'œuvrer pour plus de transparence dans les relations entre une opposition démocratique et un pouvoir militaro-civil au Togo. Les médiations d'un certain Blaise Compaoré ont aussi servi à faire reculer l'avènement de la démocratie au Togo. A ce titre, le CVU-Togo-Diaspora rappelle qu'il est hors de question de ramener le Président Burkinabé dans le processus de médiation au Togo. Un autre président africain doit lui être préféré. Les yeux pourraient se tourner vers le Mali qui a réussi le cas de la Guinée. Est-il besoin de rappeler que c'est aussi Blaise Compaoré qui a exclu l'ensemble de la Diaspora togolaise de l'Accord Politique Global signé à Lomé le 20 août 2006

Il y a tout lieu de croire que le Dialogue inclusif ne soit finalement qu'un nouvel exercice de rhétorique, sans lendemain pour ce qui est du passage à la mise en œuvre des décisions formulées sur une base consensuelle. Faure Gnassingbé-n'a rien inventé avec son « dialogue inclusif ». Le continent foisonne d'autres exemples de « dialogue inclusif ». Si l'on s'en tient aux cas du Congo, de la Centrafrique ou du Tchad - vu les résultats concrets obtenus dans ces pays - il n'y a rien qui soit de nature à rassurer le Peuple togolais et ses vrais représentants politiques !

Selon les chiffres officiels des Nations Unies, plus de 64 % des togolais vivent en dessous du seuil de pauvreté, la majorité des autres est durablement affectée par la précarité matérielle du pouvoir d'achat, en raison d'un niveau de salaires dérisoire, qui ne permet plus de faire face aux augmentations exponentielles de produits nécessaires à la vie quotidienne (carburants, pain, électricité).

Cette urgence impose à l'opposition togolaise de ne plus se perdre en conjectures mais de s'organiser pour faire front devant ce qui s'apparente à un nouveau subterfuge destiné à la diviser. Elle n'attend même pas l'annonce officielle pour afficher une division virtuelle sur la base d'une annonce tout aussi virtuelle, car sans termes de référence. Le dialogue inclusif pourrait ainsi fonctionner une nouvelle fois comme une opération de discrédit de l'opposition et son phagocytage. Dans la précédente et récente opération de « dialogue inclusif », la prise du RPT a été le ralliement de Gilchrist Olympio et de ses amis dits « AGO ». Il ne s'agit plus de phagocyter mais bien de cannibaliser puisque l'opposition semble vouloir s'autodétruire.

« *Les conservatismes* » qui selon Faure Gnassingbé « *entravent la quête d'un vrai renouveau au Togo* », apparaissent là effectivement au grand jour. Mais en matière de conservatisme il n'est pas le dernier à s'accrocher à des privilèges claniques vieux aujourd'hui de plus de quarante ans à commencer par le refus de démissionner quant on n'a pas gagné les élections démocratiquement.

Le peuple togolais doit donc apprendre à distinguer entre ceux dont le parcours sur le long terme a eu pour objet de soutenir l'autodétermination des citoyens et citoyennes togolais. En cela, **l'un des problèmes du Peuple togolais est qu'il n'est pas toujours enclin à choisir son leader en fonction de sa trajectoire de soutien à l'autodétermination mais plus souvent en fonction d'arrangements de circonstance et de la « ventrologie »**

4. LE DIALOGUE INCLUSIF POUR QUOI FAIRE ?

Bien sûr, la durée de la contestation et la revendication de la vérité des urnes et des comptes publics pèse sur les opposants et la population. La recherche de solutions est donc compréhensible, mais à la condition de savoir éviter les pièges. Ainsi, Il y a tout lieu de penser que le « dialogue inclusif » sans un contrat exclusif dont les termes seront rendus publics et ouvertement négociés, constitue la moins bonne des solutions pour les véritables partis de l'opposition.

Si le « dialogue entre tous les protagonistes politiques » devait conduire à un recul du pouvoir face à l'opiniâtreté des leaders offrant une alternative crédible au Peuple togolais, alors il devient urgent que la Diaspora, exclue même dans le dernier recensement, soit associée pour en formuler les termes.

Que des partis ou leaders de l'opposition se prêtent au jeu d'un dialogue inclusif proche d'une manipulation et ils risquent de désespérer ceux qui souffrent et recevoir à terme le même accueil que la population a réservé à Gilchrist Olympio après sa transhumance politique, dès lors que celle-ci

équivalait à une acquisition-capitulation. Ainsi, de sombres histoires de gros sous pourraient cacher la vérité des comptes. Si le Dialogue inclusif doit « intégrer » ceux qui en acceptent le principe, alors il faut s'attendre à ce que la crédibilité de ces leaders ne fonde plus vite que la neige sous le soleil. Le pire serait la neutralisation du mouvement populaire de contestation en cours !

C'est ce mouvement qui finira par convaincre la communauté internationale de corriger son erreur stratégique et historique tant en 2005 qu'en 2010 lors des élections présidentielles orchestrées. **Si cette communauté internationale n'avait pas soutenu l'armée non-républicaine au Togo, au lieu de lui fournir des armes pour étouffer la grande majorité du Peuple togolais qui a soif de la vérité des urnes, le Togo ne serait plus sous le diktat de ces mêmes militaires antirépublicains, qui gardent en otage celui que la Cour constitutionnelle a désigné comme un Président, afin de valider la contre-vérité des urnes.** Est-il impossible de rétablir la vérité des urnes au Togo ?

Rien n'est moins sûr si l'en croît ce qui se passe en Tunisie ou en Egypte !

Le nombre important de dialogues politiques infructueux organisés au Togo par le clan RPT, au pouvoir depuis 1967, est consécutif au fait que ce même pouvoir n'a jamais respecté les clauses de ces dialogues, ni permis une mise en œuvre effective des décisions actées.

Ils se sont très souvent soldés par un marché de dupes ! Tel le dernier d'entre eux, l'APG (Accord Politique Global) du 20 août 2006 conclu sous la houlette de Blaise Compaoré. Il a permis à Faure Gnassingbé, de passer sous silence - et non d'effacer -, la tâche des massacres post électoraux de mai 2005, d'installer un Gouvernement dit « d'union nationale » devenu « gouvernement de large ouverture » où domine le RPT, d'organiser des législatives un peu moins truquées, de renouer la coopération avec l'Union européenne...

Mais qu'est-il sorti de concret de cet accord, qui ait fait progresser en bien la situation du Peuple togolais ? Quasiment rien ! Au contraire, les indicateurs du PNUD, du FMI ou de la Banque Mondiale concernant le Togo ont affiché des résultats en régression dans la quasi totalité des indicateurs, au cours des cinq années du précédent mandat de Faure Gnassingbé, effectué alors que l'Accord politique global de 2006 déraillait.

Même si elle est de nature à refroidir les ardeurs de certains qui se sont un peu vite précipités pour applaudir l'idée, la question de la « finalité » du « dialogue inclusif » annoncé en catimini par Faure Gnassingbé reste donc plus pertinente que jamais et se doit d'être posée avec force !

5. REFAIRE DES ELECTIONS PROPRES AU TOGO : SEUL DIALOGUE PERTINENT

La première condition pour que le « dialogue inclusif » soit « gagnant-gagnant » comme souhaitent certains, c'est qu'il n'aboutisse pas à un accord politique qui se ferait sur le dos du Peuple togolais. L'accord politique qui doit résulter d'un tel dialogue, doit être techniquement très concret sur les modalités des solutions pour régler les nombreux problèmes auxquels sont confrontés les togolais.

Le CVU rappelle qu'il a soumis aux Togolais, le 20 mai 2010, 22 propositions pour une sortie de crise politique au Togo, pacifiquement et dans le consensus. Le CVU-Togo-Diaspora considère que ces propositions gardent encore toute leur pertinence et méritent d'être réajustées pour servir de cadre pour un Contrat exclusif de refondation démocratique du Togo.



Mouvement Citoyen

Le CVU-Togo-Diaspora propose la tenue d'une série de conférences sur la Vérité des Urnes, associant la Diaspora, desquelles seront partie-prenante, tous les acteurs politiques et de la société civile qui désirent d'abord élaborer le cadre de travail et la feuille de route formalisant le retour à la vérité des urnes.

Le corollaire essentiel pour que ces conférences débouchent sur un contrat moral et social puissant entre le Peuple togolais et les responsables des partis politiques, est le maintien de la résistance-marathon citoyenne, entamée depuis maintenant dix mois par la population du Togo et que les partis politiques ayant opté résolument pour une alternative - dont les amis et sympathisants du FRAC - doivent continuer à préserver et à accentuer.

Relâcher un seul instant ces efforts et amoindrir la dynamique des revendications qui les soutiennent, c'est abandonner les atouts qui conduiront les militaires républicains à faire preuve d'un peu plus d'audace et de courage pour se mettre du côté du Peuple à la recherche de sa liberté et de son autodétermination bâillonnées. C'est aussi oublier de ramener la Communauté internationale à la raison au Togo, puisqu'elle semble avoir oublié le Peuple Togolais qui lutte pour sa liberté et sa démocratie, au même titre que les Peuples tunisien ou égyptien.

Le dialogue inclusif n'est assurément pas la seule condition d'une sortie de crise, c'est un piège. Il faut un contrat exclusif pour refaire les élections propres au Togo.

1^{er} Février 2010



Coordinateur international provisoire
Dr Yves Ekoué AMAÏZO

Responsable de la communication
François FABREGAT



Association CVU-Togo-Diaspora
Les Services du CVU-Diaspora-International
Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org